

## Crédit aux SNF – France • Février 2018

### La croissance annuelle des crédits à l'équipement se maintient au-dessus de 8 %

La croissance des crédits à l'investissement aux sociétés non financières se maintient à un haut niveau en février (+ 6,7 %, après + 6,8 % en janvier). Elle est de nouveau portée par les crédits à l'équipement, dont la croissance est stable à + 8,3 %, tandis que les crédits à l'immobilier décélèrent légèrement (+ 4,4 %, après + 4,7 %).

L'augmentation des crédits de trésorerie est quasi inchangée (+ 2,9 %, après + 2,7 %).

Au total, le taux de croissance annuel des crédits aux SNF est stable par rapport à janvier, à + 5,5 %.

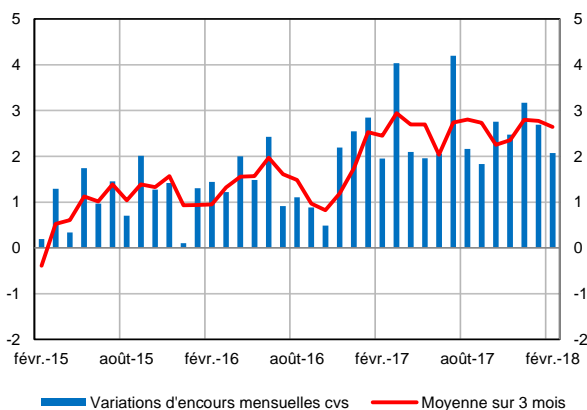
#### Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Fév.-18	Déc.-17	Jan.-18	Fév.-18
Total	967	6,2	5,5	5,5
Investissement	685	6,8	6,8	6,7
Équipement	411	8,4	8,3	8,3
Immobilier	274	4,6	4,7	4,4
Trésorerie	224	5,3	2,7	2,9
Autres	58	2,1	1,2	1,9

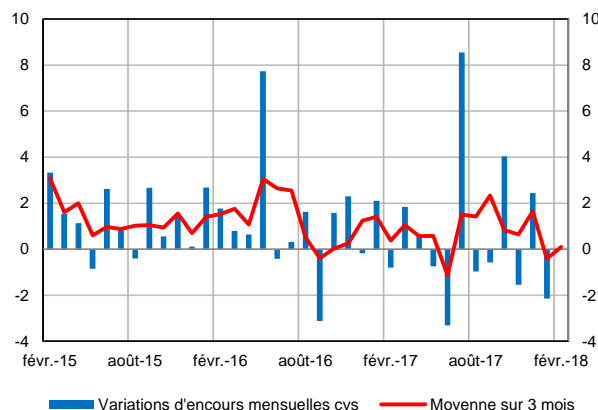
#### Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



#### Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo \*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



\* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



## Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

